

2 OCTOBRE 2016

Journée internationale
pour la non-violence



**MARCHONS
POUR DIRE**

NON
ALA VIOLENCE

Sommaire

04 CHOISIR LA NON-VIOLENCE

- 05 Ils ont marché
- 06 Rost, un rappeur engagé
- 07 Rap et politique : quels engagements ?

08 SE MOBILISER APRÈS UN DRAME

- 09 A Villiers-le-bel, les habitants sont acteurs de sécurité
- 10 Après la mort de Luc il fallait occuper la place
- 12 Faire du foot contre la violence ? Brest, here we come !
- 13 Lettre à Lamour

14 CHACUN SA VOIX

- 15 Vu à Grenoble « Nos mères nos daronnes »
- 16 Le documentaire raconté en 6 images
- 18 Porter le voile fait partie d'une quête d'identité
Livre : Fille de daronne et fière de l'être
- 20 Mettre son talent au service de la société, ça s'apprend au conseil des jeunes au Danemark

21 COMPRENDRE LES VIOLENCES

- 22 La légalisation du cannabis, une solution pour la France ?
- 24 Marion Fraise, victime de harcèlement scolaire

26 AGIR POUR LA PAIX

- 27 Vivre c'est quoi ?
- 28 Vivre c'est aimer – entretien avec Tassadit Lalle
- 29 Je ne suis pas née libre, la liberté s'acquiert
Entretien avec Françoise Raynaud
- 31 Deal de paix. Les stéréotypes sont sources de violence

MARCHER

ÉDITO

Nous sommes déjà à la quatrième commémoration de la marche blanche qui eut lieu le 2 octobre 2012 à Echirolles à la suite du lynchage de Kévin et Sofiane. Dans un élan d'indignation, de colère, de fraternité, d'aspiration à la paix, environ 20 000 personnes s'étaient mises debout pour marcher et clamer leur refus de la violence, leur volonté de bâtir ensemble une société pacifique dans laquelle les rêves de leurs enfants ne seraient plus brisés.

Le collectif « Marche Blanche » qui s'est constitué dans les semaines qui ont suivi ce drame a essayé de faire vivre cet élan par des actions fédératrices. Le 2 octobre, journée dédiée par l'ONU à la non-violence, a été l'occasion en 2014 et en 2015 d'organiser divers événements : des ateliers d'écriture géants dans les écoles, une course relais dans plusieurs villes de l'agglomération grenobloise, des conférences, des débats autour de thèmes choisis comme « le vivre ensemble », « la laïcité », « faire société », un grand rassemblement au Lycée Marie Curie (2014) et au sommet (2015) etc... C'est autour de ces temps fort qu'est né le collectif du 2 octobre, constitué de 8 associations (voir le détail en page 32) qui développent chacune à sa manière des actions tout au long de l'année.

Le monde bouge, et ici et là, on entend encore des guerres et des bruits de guerre, on assiste à des actions d'une violence inouïe, perpétrées par des personnes qui sont animées d'une pulsion autodestructrice, qui ont le goût du néant, qui ont une fascination voire une jouissance pour la violence. L'effet de contagion est une réalité à considérer.

Le collectif du 2 octobre souhaite continuer à « résister », en partageant son expérience autour de la pratique de la non-violence ici et là, en participant à son échelle à toutes les initiatives visant à construire un monde non-violent.

Martin Luther King, un des chantres de la non-violence disait « l'humanité doit imaginer pour résoudre tous les conflits entre les hommes une méthode qui exclut la vengeance, l'agression et les représailles. Le fondement de cette méthode est l'amour ».

Dans l'amour, il y a le respect, le partage, la fraternité, la place laissée à l'autre, la responsabilité, la conscience du destin commun.



AURÉLIE MONKAM NOUBISSI

MARCHONS POUR DIRE NON A LA VIOLENCE! Comité de rédaction représentant le collectif du 2 octobre : Sonia Addis, Faouzi Bensalem, Martine Borgeon-Rigollier, Claske Dijkema, Assma Erbek, Nabil Errabai, Patrick Garcia, Alain Manac'h, Paule Abric, Ariane Béranger - **Contributions :** Bouchera Azzouz, Maureen Clappe, Céline Evita, Mireille Flageul, Karine Gatelier, Tassadit Lallem, Clémence Mallet, Herrick Mouafo, Carine Petit, Françoise Raynaud, Rost - **Illustrateurs :** Rania Arar, Lycée Argouges
Et un gros remerciement à tous ceux qui ont participé à la réalisation de ce magazine !

01

CHOISIR

LA

NON-

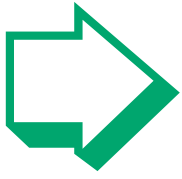
VIOLENCE

Marcher ensemble :

De la Marche Blanche au 2 octobre 2016

Grenoble a vu, ces dernières années, plusieurs marches blanches commémoratives pour dire stop aux violences occasionnant la mort de jeunes. Pourtant, nous ne sommes pas la seule ville qui marche pour dénoncer ces violences et pour dire que la violence ne peut pas être la réponse. Agir collectivement est un moyen de rompre l'impuissance individuelle.

Ils ont marché



A Grenoble (agglo), nous avons marché pour Kévin Noubissi et Sofiane Tadbirt en 2012, pour Luc Pouvin en 2015 et pour Guillaume Bianchini et Grégory Baharizadeh la même année. Par solidarité et pour partager leurs combats, 6 personnes sont venues de Marseille, Paris et Lyon, en octobre dernier, et ont parlé de leurs marches respectives.

La marche de 1983, des Minguettes à Paris

La marche pour l'égalité et contre le racisme est malheureusement plus connue sous le nom de la « marche des beurs ». En effet, cette marche s'est tenue dans un contexte de violences policières et crimes racistes dont les principales victimes étaient des personnes issues de l'immigration. Une de ces victimes, Toumi Djaïdja avait reçu une balle dans le ventre et cependant décidé de réagir par l'action non-violente. Appuyé par le père Delorme, Toumi Djaïdja, accompagné d'un groupe d'amis des Minguettes, parcourt la France, de Marseille le 15 octobre à Paris le 3 décembre 1983 en passant par Grenoble. Au fur et à mesure qu'ils marchaient, leurs rangs grossissaient au point où on a dénombré à l'arrivée à Paris plus de 100 000 sympathisants. Cette marche a permis à la population française de découvrir qu'une composante importante de la société française était agressée et stigmatisée. Des personnes comme Marilaure Mahé ont rejoint la marche par conviction « J'ai marché parce que je croyais dur comme fer que la société française de demain serait multiculturelle. »



Marche à Villiers-le Bel (2010)

Cette marche a eu lieu après les événements du 26 juin 2010 où un jeune a été brutalement assassiné. Des personnes se sont alors réunies pour dire non à la violence et marcher à travers les différents quartiers de la ville afin de rallier les habitants. Ainsi fut créé le collectif du 29 Juin. Lors de cette mobilisation, les habitants ont rencontré les autorités de la police locale et établi un dialogue qui continue aujourd'hui, afin de réclamer plus de sécurité.

Marche à Marseille (2013)

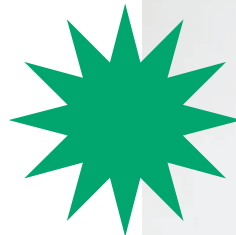
Qu'est-ce que veut dire la non-violence dans le contexte des personnes mortes dans une bagarre ? Quelle pertinence de parler des dominations en Afrique du Sud et en Inde à l'époque ? La non-violence le 2 octobre 2012 consistait à répondre NON à la violence. Au lieu de diriger sa colère, sa douleur et son chagrin en force destructrice capable de générer encore plus de souffrance, la Marche Blanche 2012 a été une impulsion pour transformer la douleur en force constructive, en s'investissant auprès d'un collectif où on se retrouve pour partager des idées et mettre en place des actions pour rompre l'impuissance. Les résultats ? Des demandes entendues par les élus pour revitaliser les mesures de prévention : des moyens pour l'éducation populaire, pour une police de proximité, pour améliorer la réussite scolaire dans les quartiers, pour un soutien aux parents en difficulté (demandes faites le 17 juin 2014).

Marche de la Dignité à Paris (2015)

Le 31 octobre 2015 à Paris a eu lieu une nouvelle marche pour dénoncer les violences policières. Elle voulait attirer l'attention sur la situation 10 ans après les révoltes sociales dans les quartiers populaires en 2005, la situation n'avait pas changé. Cette marche était une initiative d'un collectif de femmes qui se considèrent héritières de la marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983. Angela Davis, figure américaine des Droits de l'Homme en était la marraine. « Ils veulent que nous soyons invisibles, nous avons montré que nous serons visibles/insolents face à l'injustice ! » (Saïd Bouamama)



Rost, un homme et rappeur engagé



Artiste, rappeur et agitateur de conscience, Rost est un homme engagé. Arrivé en France à l'âge de 11 ans, il a vécu dans la précarité à Belleville, qu'il considère comme un des quartiers les plus « sensibles » de Paris. Après une adolescence difficile, Rost vit un drame qui le pousse à reprendre le chemin des études et lance plus tard sa propre boîte de production. Rost est venu présenter son court-métrage, le 31 mai 2016 au Ciel à Grenoble à l'invitation de la Métro, la ville de Grenoble et News'Fm,

Le rap un moyen de porter une voix

Pour Rost, le rap est un exécutoire, un moyen de porter une voix, celle de la « France d'en bas », du quartier. Il met en musique ce quotidien difficile et le partage avec celles et ceux qui ne le vivent pas. [mise en exergue] « L'engagement est venu de cette quête de porter haut et fort les malaises qu'on vivait. » Son engagement prend une nouvelle tournure quand un de ses amis meurt. Il décide de se consacrer pendant 7 ans uniquement au bénévolat. En 2005, il crée l'association **Banlieues Actives**, qui œuvre pour rendre les jeunes acteurs de la politique locale. Il travaille également pour l'éducation avec un fond de caution **FACES** pour ceux qui désirent poursuivre des études supérieures.

« L'engagement est venu de cette quête de porter haut et fort les malaises qu'on vivait. »

Le tag et le rap m'ont permis d'exister

« Quand vous vivez dans certains quartiers, dans certaines conditions, vous n'êtes pas, avec un grand E. Le rap et le tag m'ont permis d'exister, d'avoir une voix qui porte. Si on n'aurait pas eu cela, peut être que j'aurais continué mes conneries et qu'aujourd'hui je ne serais pas là en train de vous parler, je serais au cimetière comme beaucoup de mes potes ou alors en prison. »

Une carrière atypique

Il est nommé en 2014 par le Président François Hollande au Conseil Économique, Social et Environnemental – chambre consultative utilisée par les parlementaires - en tant que personnalité associée à la section éducation, culture et communication. Nomination controversée dans le milieu du rap - accusé d'avoir rejoint l'autre côté du système - Rost accepte le poste afin d'apporter l'expérience du terrain dans une institution peu connue et pour faire connaître les revendications des personnes des quartiers. Pour lui, les émeutes de 2005 dans les banlieues étaient une révolte sociale qui a permis aux politiques et à la population française de prendre conscience des difficultés dans les quartiers. Paradoxalement, il note que la violence est parfois le meilleur moyen pour se faire entendre.

Les attentats de janvier 2015, un autre drame qui pousse à la créativité

En janvier 2015, il est touché personnellement par les attentats : il perd des amis (Charb et son garde du corps) et des proches comme le gérant de l'hyper cacher dont la famille a été d'un grand soutien alors qu'il faisait face à une situation difficile. Cet événement le pousse à créer un court-métrage « **Et si on s'en sortait ?** » qui a comme motto « Je suis ce que je veux être ».

Rap et politique : quels engagements ?

Rost, rappeur et cinéaste, échange avec Maureen, amatrice de rap et diplômée de Science Po. Ils parlent du rap comme moyen d'expression, et de l'engagement politique. Si l'on souhaite faire bouger les choses, faut-il s'attaquer au système de l'intérieur ou le contourner ?

Maureen : Dans ton court-métrage « Et si on s'en sortait ? » tu mets en avant que chacun est responsable de ses choix, mais c'est facile de dire « quand on veut on peut ». Est-ce que tu n'oublies pas les problèmes structurels ? Voter par exemple, en quoi ça fait changer les choses ?

Rost : Premièrement je n'incite pas les gens simplement à aller voter mais je les encourage à faire de la politique. Le vote c'est la première étape. **Il y a des gens qui sont morts pour le droit de vote.** C'est donc un devoir.

Maureen : Justement, on nous a tellement inculqués que c'était un devoir que finalement on le sent comme une obligation. Et alors, quel intérêt de voter pour des personnes qui ne nous représentent pas et faire marcher une démocratie qui ne fonctionne plus ?

Rost : Ce type de discours m'exaspère. **A un moment, s'il n'y a personne qui te représente, il faut ouvrir sa bouche.** J'ai vu des gens qui venaient parler pour nous sur les plateaux, des sociologues, qui sont allés dans les quartiers, nous ont observé comme dans un zoo et puis ils font un rapport sur ce qu'il faut faire. Pourquoi on aurait besoin des autres pour venir observer et parler de nous ?

Maureen : D'accord.

Rost : Le problème est qu'un noir ou un arabe, qui est issu d'un quartier et qui s'engage en politique, on lui crache dessus. On dit que « c'est un vendu ». Si vous ne voulez pas des gens qui ne vous représentent pas, il faut se lancer soi-même.

Maureen : Je suis d'accord mais tu ne penses pas qu'il y a d'autres façons de faire de la politique que par cette unique voie du vote ? **Il y a plein de gens qui ne votent pas mais qui sont super actifs** dans leur quartier, leur association.

Rost : Oui, tu as raison. **Le vrai politique est là d'ailleurs, dans les actes au quotidien, par le peuple, pour le peuple.** Mais au-delà de ça, il y a un système, et le système ce n'est pas que les autres. Le système c'est toi, c'est moi, c'est nous tous le système. Donc ce système là il faut faire avec, à moins demain de faire une révolution. Mais je n'y crois pas. On sait d'ailleurs que souvent les révolutions conduisent aux dictatures et ainsi de suite.

Maureen : Pourtant il me semble que l'une de tes chansons s'appelle « Révolution »

Rost : Oui, mais non, c'est « rev'solution ». Il y a révolution et solution en même temps. A moins de briser l'ensemble du système - ce en quoi je ne crois pas aujourd'hui - il faut l'améliorer au fur et à mesure. La révolution ne marchera pas car les gens ont trouvé le meilleur moyen pour coloniser les autres : par les crédits. Les gens ont besoin d'argent, ils sont assiégés par le crédit et donc il faut qu'ils travaillent. Dans un premier temps le changement passe par des gens qui peuvent être subversifs, justement en étant à l'intérieur. C'est comme le grain de sable qui fait péter la machine. Tant que tu ne veux pas être ce petit grain, la machine continuera à tourner.



02

APRÈS LE DRAME SE MOBILISER

Après un drame, le plus dur est d'apprendre à vivre avec la perte d'un proche et à surmonter le sentiment que la vie n'a plus de sens. Se mobiliser ensemble, pour tenter de prévenir d'autres tragédies, est une façon de répondre, de ne pas rester inerte face au vide, de donner un peu de sens à la mort, et à la vie qui nous reste.



Comme plein d'autres villes en France, Villiers-le-Bel, dans la banlieue parisienne, a dû affronter la mort violente d'un jeune homme en 2010. Un groupe de femmes a eu ras-le-bol de cette situation d'insécurité qui mettaient en cause la vie de leurs fils ou de la jeunesse dans leur ville. Elles ont formé un collectif avec pour objectif « d'enrayer toutes formes de violences ».

A Villiers-le-bel les habitants sont acteurs de sécurité

Située au nord de Paris, Villiers-le-Bel s'est fait connaître en 2007 suites aux émeutes et scènes de violences qui ont fait la une des journaux. A l'origine de ces événements: la mort de deux jeunes après une collision avec un véhicule de police. La mort de Maxim Lawson trois ans plus tard – mort de coups de feu - réveille ces souvenirs de violence. Pour ne pas rester silencieux, un groupe de femmes de Villiers-le-Bel s'unit pour dire non et scander « plus jamais ça ! ». Ces femmes, par leur action participent à faire des habitants des acteurs de leur vie à l'échelle locale.

Dialoguer avec la police, est-ce possible ?

Occuper l'espace public, tel est le mode opératoire du collectif. L'implication constante du collectif des habitants de Villiers-le-Bel a permis de créer un dialogue avec la police qui a d'ailleurs rendu visite aux habitants après la mort de Maxim Lawson. Il s'en est suivi une série de rencontres entre les habitants et les forces de l'ordre pour maintenir la sécurité dans les quartiers.

S'organiser pour des avancées dans la vie quotidienne

Au-delà d'en finir avec toutes formes de violence, le collectif veut obtenir des avancées dans la vie des habitants : collecte de témoignages d'habitants, opérations de sensibilisation, débats organisés, sit-in devant les établissements scolaires, distribution de tracts sur les marchés et maraudes avec des associations du quartier. Le collectif a aussi obtenu des améliorations dans les transports publics.

Questions de sécurité ?

La politique doit écouter

les habitants

Pour Céline Evita impliquer les habitants dans la construction d'une politique publique de sécurité locale, c'est le gage de la réussite. Elle puise cette conviction de son passage, en 2010, à la mairie de Villiers-le-Bel en tant que collaboratrice de cabinet sur les questions de sécurité et de citoyenneté. Un article de sa part, comparant la situation de sécurité et l'implication des habitants dans plusieurs banlieues françaises, est apparu chez Terra Nova en 2012.



Après la mort de Luc, il fallait occuper la place

Le 20 juin 2015, Luc Pouvin, 19 ans, meurt tué par balle à Saint-Martin-d'Hères. Pourtant, ce jour-là, 36 appels ont été passés afin de prévenir la police que des personnes tiraient sur la place Étienne Grappe. Indignés, les habitants se sont réunis non seulement pour soutenir la famille de Luc, mais également en redonnant vie fraternelle aux lieux de la discorde par la tenue de repas partagés pendant 3 semaines. Rencontre avec la tante de Luc Pouvin, Sonia Addis.

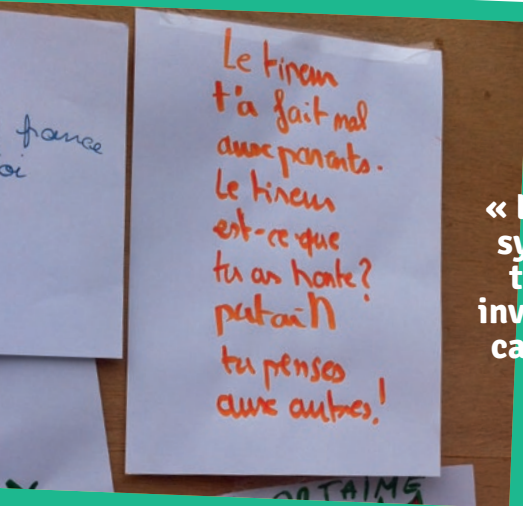
Quelle était l'ambiance sur la place Étienne Grappe avant le drame ?

« Ça fait quelques années qu'il n'y a plus d'ambiance. Avant il y avait encore des activités de proximité et des enfants qui y jouaient. Aujourd'hui des jeunes viennent pour vendre leur drogue et créent un climat de peur. Les plus jeunes du quartier et mêmes d'ailleurs jouent le rôle de guetteur pour une paie de 50 euros la journée. »
Après le drame, les personnes se sont réunies à la Maison du Quartier pour discuter des problèmes dans le quartier et trouver des pistes d'action. « Cette place, Luc la détestait. A nous ensemble de reprendre le dessus et d'en faire quelque chose de bien. »

Partager une pizza ?

Quelle a été la réaction du groupe qui était présent sur la place avant le drame, comment réagissent-ils à cette nouvelle présence ? Sonia raconte que ce groupe « a été absent pendant les 10 premiers jours avant de revenir petit à petit. Ils n'étaient pas en conflit mais ça les dérangeait un petit peu qu'on soit là ». Elle poursuit en précisant : « Le premier lundi soir, on a acheté des pizzas pour partager avec tout le monde. J'ai rencontré un jeune avec sa propre pizza et je suis allée lui proposer de venir manger avec nous. C'était l'assassin de Luc. »





« La place est un endroit symbolique. C'est là où tout se passe. Plus on investira la place, plus on cassera leur business. »



L'Association One Luck/Luc Pouvin

Pour que les actions perdurent au-delà de l'émotion de l'été 2015, les proches de Luc ont créé l'association One Luck/Luc Pouvin. One a été choisi en référence au numéro de gardien que Luc avait au sein du FC Échirolles et Luck qui veut dire chance en anglais. Une chance donc à la portée de chacun pour pouvoir s'en sortir et choisir le bon chemin.

L'association a deux axes :

- **Axe One Luck** a pour objectif de créer un lieu d'écoute et d'échange au service des habitants des quartiers Renaudie, Champberton et la Plaine à Saint-Martin-d'Hères. Un endroit où les habitants pourront proposer des activités, expliquer ce qu'ils aimeraient faire pour leur quartier et échanger des savoir-faire. A long terme, l'association vise à refaire de la place Étienne Grappe un lieu convivial et chaleureux avec une participation des habitants, une place où il fait bon vivre.

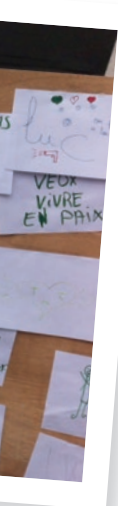
- **Axe Luc Pouvin** a pour objectif des actions dans les collèges et lycées avec des débats sur la drogue, la violence, le harcèlement et le cyber-harcèlement accompagné par des personnalités, des actions autour du sport et de l'importance de l'école pour s'en sortir.

Et l'ambiance après le drame ?



Dès le lundi après l'événement, on a pris des tables et on s'est installés sur la place. Les gens sont revenus et nous ont dit qu'ils étaient contents que quelque chose de positif s'y passe. Par ailleurs, c'était le ramadan, tous les soirs les familles sortaient et posaient des tables et des chaises. Au départ, ce n'était pas facile pour les amis. Ils se mettaient à l'écart mais je suis allée les chercher et je leur ai dit qu'il fallait qu'ils aillent sur la place parce que c'était là que les gens se trouvaient. C'était dur pour eux. Mais c'était aussi dur pour nous, membres de la famille. Alors ils sont venus. La place est un endroit symbolique. C'est là où tout se passe. Plus on investira la place, plus on cassera leur business.

Ce qui m'a vraiment touchée, c'était la mobilisation d'un grand nombre de personnes qui se sont investies dans l'organisation, et même financièrement, et qui souhaitaient la pérennité de l'action. J'aurais aimé que des gens de la mairie viennent, au moins une fois. Mais la mairie nous a quand même beaucoup aidés pour l'organisation de la marche blanche et je les remercie pour ça. »



Faire du foot contre la violence ? Brest, here we come !



Au mois de janvier 2016, soixante-dix personnes du bassin isérois sont allées à Brest durant tout un week-end pour y rencontrer des familles de Brestois et de Bordelais affectées par la violence. Tous ont perdu un enfant et ont décidé de s'organiser pour prévenir d'autres drames.

L'association Rico Lamour est à l'initiative de cette rencontre. La mort d'Eric Lamour le 12 juin 2010, tué alors qu'il essayait d'intervenir dans une bagarre de discothèque, en est à l'origine. Affectées par la mort d'un proche, également pour des raisons de violence, les familles de Kévin, Sofiane et de Luc ont été jointes par la famille de Alexis Moulinier. Ce jeune homme de 19 ans, de la région bordelaise, a été tué pour un portable. Sa famille comme celle d'Eric Lamour ou celles de Kevin, Sofiane et Luc, a créé une association pour lutter contre cette violence ordinaire et ravageuse.

Une conférence à Brest

Le contact entre ces trois villes a commencé avec l'invitation d'Aurélie Monkam-Noubissi par l'association Rico Lamour à donner une conférence à Brest en février 2015, suite à la sortie de son livre, *Le ventre arraché* dans lequel elle raconte la disparition tragique de son fils Kevin et de son ami Sofiane le 28 septembre 2012. Elle est accompagnée par Nabil Errabai (un membre du collectif Marche Blanche) : un lien d'amitié se crée et le collectif propose de participer au tournoi annuel en hommage à Eric Lamour.

Prochaine étape, Bordeaux

De retour à Grenoble, Aurélie et Nabil ainsi que plusieurs membres du collectif Marche Blanche se rendent au théâtre de Grenoble pour une pièce intitulée 38. Touchés par le traitement des différentes formes de violence dans la pièce, ils proposent à la compagnie du théâtre Prémol de se joindre au voyage. Une grande délégation grenobloise, des membres de la MJC Robert Desnos constitué du collectif du 2 octobre, accompagné par les familles de Kévin, Sofiane et Luc, se mettent alors en route pour Brest, notamment grâce au soutien du député Isérois Michel Issindou. Cette rencontre forte en émotions a posé les bases de futures rencontres. Prochaine étape : Bordeaux, en janvier 2017.



© SALIMA NEKIKECHE



© SALIMA NEKIKECHE



© SALIMA NEKIKECHE

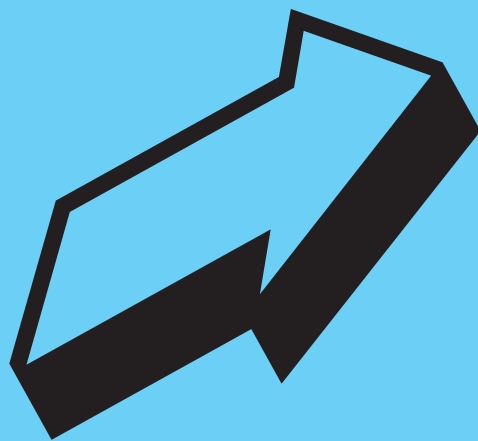
Lettre à Lamour

Pour un public brestois, Anissa, la copine de Luc Pouvin au moment de sa mort, lisait une lettre qu'elle avait écrit à Eric Lamour avec Sonia Addis, la tante de Luc. Elle se reconnaît dans la douleur de la famille avec qui elle partage ce rêve : « ne plus ressentir cette boule au ventre lorsque l'on laisse sortir nos enfants, nos frères ou nos sœurs ». Dans ce message intime elle raconte comment elle lutte contre la haine et lui demande d'embrasser son ange pour elle.



Salut Eric,
 Si on est là aujourd'hui, c'est pour toi et même si on n'a pas eu la chance de te côtoyer, on a l'impression de te connaître grâce à tout ce que nous ont dit tes parents. Que l'on parle de ton engagement à Madagascar, de ta bonne humeur, de ton amitié sincère, de l'amour pour ta famille, du foot, tout est toujours dans le positif. Dans ce sens, tu me fais beaucoup penser à Luc, sauf que lui c'était les voitures et toi les hôpitaux... vous vous seriez bien entendus, j'en suis sûre. Et là haut vous êtes sûrement de bons potes.
 On aurait tous préféré être là ce week-end pour une autre raison, on aurait préféré faire 1100 kms ce matin pour venir te voir jouer avec Kevin, Sofian et Luc à ce tournoi de futsal de demain.
 Quand j'entends parler de toi, la première chose à laquelle je pense c'est ton humanité. Pour moi, c'est la qualité la plus belle qu'une personne puisse avoir. Elle regroupe : le partage, le respect des autres, la générosité et la tolérance. Ce qui nous amène à l'amour et la paix.
 Tu sais Eric, je pense que du moment que le sentiment d'humanité anime une personne, la haine ne peut pas prendre le dessus sur son âme. Quand je vois tes parents se battre aussi fort pour toi, en ton honneur et pour que ce qui t'est arrivé n'arrive à nul autre, je me dis qu'ils ont réussi une partie de cette bataille qui est de transformer leur souffrance en force et non en colère... et c'est le plus beau cadeau qu'ils auraient pu te faire.
 L'énergie que ta famille nous transmet et le plaisir de voir autant de personnes réunies pour combattre cette violence, nous donnent la force de penser que l'on peut gagner tous ensemble.

03



CHACUN SA VOIX

Avoir une voix, se raconter, pouvoir mettre des mots sur les problèmes qu'on rencontre, est un des meilleurs remparts contre la violence. Quand nos mots comptent et sont pris en compte, nous n'avons plus besoin de nos poings pour nous exprimer.

Nos mères

nos daronnes

Bouchera Azzouz, fille de Bobigny, a co-réalisé récemment un documentaire, *Nos mères, nos daronnes*, qui donne la parole à sa mère et ses amies du quartier. Ces femmes, d'origines, de confessions et de cultures différentes nous racontent leurs parcours, leurs histoires de cœur, les pressions familiales, leurs difficultés et leurs luttes silencieuses pour accéder à leurs droits et à la liberté. Le documentaire a été projeté au cinéma le Club le 2 juin 2016, suivi d'un débat. Présentation du film.

Film

Nos mères, nos daronnes. Bouchera Azzouz, fille de Rahma et Mohamed Azzouz, immigrée marocaine arrivée en France dans les années 1970, est l'auteure du film « Nos mères, nos daronnes » qu'elle a co-réalisé avec Marion Stalens. Issue d'une famille de 8 enfants, elle a vécu toute son enfance au bâtiment 7, cité de l'Amitié à Bobigny (Seine-Saint-Denis). Inspirée par le parcours de sa mère et de ses voisines (Sabrina, Yamina, Habbiba, Zineb et Aline), Bouchera cherche à travers ce documentaire, à découvrir les femmes au-delà des mères.

Pour les enfants du quartier, elles sont les daronnes (mot assez péjoratif, issu de l'ancien français et qui désigne aujourd'hui de manière affective les mères), piliers des quartiers populaires. Arrivées en France dans les années 1960, elles nous livrent leur histoire, qui part du Maghreb, passe pour certaines par le bidonville, et s'arrête au-delà du périph, à la cité de l'Amitié à Bobigny.

Récit d'un combat pour l'émancipation, ce film met en avant un féminisme du quotidien, un féminisme de l'ombre bâti à partir d'actions plutôt que de discours. C'est dans son quartier situé à seulement quelques kilomètres du tribunal, où se déroula en 1972, le célèbre procès de Bobigny, que Bouchera a choisi de donner la parole à ces femmes. En effet, alors que 5 femmes étaient jugées pour complicité ou pratique de l'avortement, elle a cherché à savoir quel était à ce moment précis la vie de femme que menaient sa mère et les femmes de son quartier. Vivaient-elles aussi dans le plus grand secret des avortements clandestins ? Comment vivaient-elles l'arrivée toute récente de la pilule dans leur vie de femmes ?

On découvre dans ce film qu'elles étaient les Actrices invisibles d'un féminisme « populaire ». Elles évoquent leurs avortements et la difficulté au quotidien à maîtriser leurs grossesses, question centrale pour toute une génération de femmes, au moment où l'IVG (Interruption Volontaire de Grossesse) était encore un crime passible de prison.



Le documentaire raconté en 6 images



C'est ici que tout commence, dans le huis clos du salon de Rhama, en compagnie de Yamina et Sabrina. Yamina : « Quand je pense que maintenant elles ont la pilule, elles ont l'avortement, elles ont le stérilet, elles ont pas mal de trucs et elles ne se rendent pas compte du bonheur qu'elles ont [] . J'ai eu mon premier enfant en 1961, puis 62, 63, je croyais que la vie elle était faite que de ça, que de grossesses. [] On n'avait pas les moyens de contraception, on n'avait rien, il fallait accomplir le devoir conjugal ».

« On dit que c'est un pêché de faire des avortements, mais quand tu souffres et tu es dans la peine de te lever, d'assumer le quotidien, tu n'arrives pas, tu n'as pas le choix. C'est comme ça, tu te dis j'ai commis un pêché mais que dieu me le pardonne, c'est comme ça. »

Rhama s'installe avec ses deux fils (Abdallah et Hichal) au bidonville des Francs-Moisins où elle rejoint son mari. L'arrivée en France dans les années 1960 de ces populations maghrébines, à la recherche d'une vie meilleure, s'est souvent traduite par la pauvreté, la misère, la précarité. Logées dans des conditions insalubres au sein des bidonvilles, il leur faudra attendre quelques années avant d'accéder aux grands ensembles modernes.



Après quelques années dans le bidonville, la famille Azzouz obtient finalement un appartement, au bâtiment 7, à la cité de l'amitié à Bobigny. Il s'agit d'un F4, « un vrai château » avec cuisine et salle de bain. C'est dans ce quartier que grandit Bouchera, et où vivent encore aujourd'hui Rahma, Yamina, Sabrina, Habiba, Zineb.





Ces femmes, les darounes, les piliers de la cité, après avoir consacré leurs vies aux autres, prennent aujourd'hui plus de temps pour elles. Rhama s'épanouit dans la peinture grâce à laquelle elle peut s'exprimer, matérialiser tout ce qu'elle a vécu. « Avec la langue, je parle mal le français, je n'y arrive pas. C'est comme si j'étais enfermée dans une cage. Avec la peinture, c'est le pinceau qui parle sur le tableau. Je prends le pinceau à la main, et comme ça je me dis que moi aussi je fais quelque chose. Parce que j'aurais aimé lire, j'aurais aimé écrire sur des feuilles, mais j'écris sur les tableaux avec la peinture. J'exprime tout, mes tableaux racontent mes histoires » (Rhama) Yamina s'évade, voyage au travers des livres. Zineb se consacre pleinement au militantisme. Habiba fréquente régulièrement les centres de thalasso et vit maintenant au bord de la mer.

A plusieurs reprises, les personnages regardent au loin, l'au-delà, l'extérieur. Est-ce par nostalgie du pays qu'elles ont dû quitter ? Est-ce pour matérialiser ce combat vers l'émancipation et la liberté ? C'est un long combat, cette quête du quotidien, pour peut-être atteindre la liberté. Mais qu'est-ce qu'être libre et peut-on l'être réellement ? Est-ce pour matérialiser la fracture physique et psychologique ; dans son livre Bouchera Azzouz dit : « Inquiète, je voyais se fracturer la société en deux, dessinant cette idée que d'un côté il y avait « nous », les banlieusards, et de l'autre « eux », les Français » (p.85).



A plus de 65 ans, Rhama, sans n'en parler à personne, a fait sa demande de nationalité française. Une manière pour elle de boucler la boucle ; après avoir été pendant des années femme immigrée, elle devient citoyenne française et femme des quartiers populaires. Elle vote donc pour la première fois aux élections municipales, non sans émotion, après avoir passé plus de 50 ans en France. « Maintenant j'ai le droit de voter et je suis heureuse, vive la France ! ». Français » (p.85).

Bouchera Azzouz se définit comme une militante indépendante, afin de pouvoir s'exprimer pleinement, « sans consensus, ni langue de bois ». Et ça se voit pendant le débat qui suit la projection du documentaire « Nos mères nos daronnes » le 2 juin au cinéma le Club à Grenoble (p.15).

Porter le voile fait partie d'une quête identitaire



La première question qui lui est posée porte sur l'éternel sujet du voile : « Bonjour, je m'appelle Djamila, je travaille dans les quartiers en tant qu'éducatrice spécialisée. En voyant votre reportage, on voit le combat de ces femmes pour être libres, pour aimer librement. Que pensez-vous de ces femmes aujourd'hui qui ont la vingtaine, un peu comme ces femmes qui sont arrivées dans les années 1960, qui portent le voile et qui sont carrément retournées en arrière ? » Par souci de place, nous ne donnons à lire que la partie du débat sur le voile parce que sa réponse est rare dans sa complexité et évite toute opposition binaire.

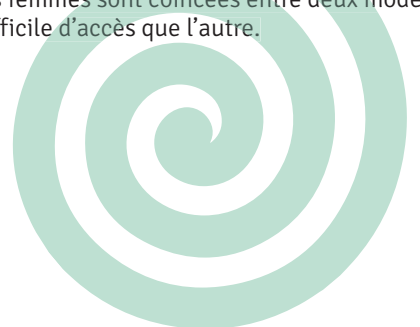
Sur l'évolution de la tenue vestimentaire

Je pense que beaucoup de ces jeunes filles, qui ont la vingtaine aujourd'hui, sont nées dans une société, dans une manière de pratiquer l'Islam très différente de celles que nos parents ont connues. L'Islam traditionnel de nos pays d'origine, l'Islam culturel de nos familles a été remplacé en 30 ans par l'Islam des frères musulmans et a poursuivi sa transmutation dans un Islam de plus en plus radical. On le voit très bien avec l'évolution de la tenue vestimentaire des femmes. Nos daronnes, quand elles sont arrivées en France, s'habillaient pour la plupart comme toutes les femmes. Il arrivait que certaines portent un foulard noué au cou, comme le faisaient d'ailleurs dans les années 70 encore certaines françaises.

Il n'y avait pas un caractère religieux à ce foulard. Nos mères d'ailleurs ne nous ont jamais imposé de nous couvrir les cheveux, c'est bien que ce foulard n'était pas vécu comme un précepte religieux mais d'avantage comme une coutume de bienséance.

Le voile chez la jeune génération n'est pas une régression

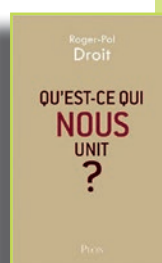
Pour moi, l'émergence du voile chez la jeune génération n'est donc pas une régression, mais plutôt l'expression du recul social des femmes. Quand les femmes n'ont pas les moyens de leur émancipation, la valeur refuge c'est le mariage, la maternité. Quand vous ne pouvez pas poursuivre des études, travailler, être indépendantes, le modèle de la « femme émancipée » se trouve vite en concurrence avec un autre modèle celui de la « femme-mère », modèle valorisé par l'organisation sociale fondée sur les valeurs religieuses. Les jeunes femmes sont coincées entre deux modèles, l'un étant bien plus difficile d'accès que l'autre.



À lire

Qu'est-ce qui nous unit ? – Roger-Pol Droit

Philosophe et journaliste, Roger-Pol Droit s'interroge sur le lien humain et sa force, son importance dans un monde de plus en plus désuni, dominé par la technologie et le manque de communication. Malgré ce tableau sombre, l'auteur nous rappelle que l'instinct humain est celui d'être uni, uni par la famille, les amis, le travail, la religion, la culture et bien d'autres. Il existe plusieurs unions et nous appartenons à une ou plusieurs mais unis nous resterons.



Nous n'avons pas raconté notre histoire

Je crois aussi que le fait d'avoir passé sous silence les luttes de nos mères, a confisqué aux jeunes générations la possibilité de se construire comme « féministe ». La grande difficulté à laquelle nous sommes confrontés actuellement, c'est que nous n'avons pas raconté notre histoire. Nous n'avons pas transmis à nos enfants l'histoire de notre héritage religieux, culturel et traditionnel. Cette rupture a inévitablement provoqué une attirance chez les jeunes pour une autre norme, une autre manière de pratiquer l'Islam, bien différente de celle de nos parents.

Le voile comme mon premier pas vers l'émancipation

J'ai moi-même porté le voile pendant une dizaine d'années et je n'ai pas vécu cela comme une régression, mais davantage comme un premier pas vers l'émancipation. Pour la première fois, je prenais ma vie en main. C'était un choix personnel, qui correspondait à une quête spirituelle, à un cheminement intime, non dicté par une quelconque obligation familiale ou traditionnelle. Toutefois, si je percevais le voile comme un choix personnel et intime, j'ai progressivement pris conscience du caractère politico-religieux de ce dernier. Le voile n'étant pas une condition sine qua non à la pratique religieuse, je me suis alors demandé, pourquoi il était finalement si important de me voiler et de marquer de manière aussi forte mon appartenance à la religion musulmane.



Fille de daronne et fière de l'être

Dans la continuité naturelle de son documentaire, Bouchera Azzouz, en collaboration avec Caroline Glorion, a publié en mai 2016 « Fille de daronne et fière de l'être ». Ouvrage encore plus personnel, ce livre est un témoignage intime, un brin optimiste, sur les daronnes, ces mères de famille des quartiers populaires français. Mais c'est aussi et surtout un récit autobiographique, qui retrace son histoire et celle de 40 ans d'évolution de nos quartiers populaires depuis les années 70 à aujourd'hui.

Version longue : en ligne www.irenees.net

La grande difficulté à laquelle nous sommes confrontés actuellement, c'est que nous n'avons pas raconté notre histoire.

Médiation par les pairs

La médiation par les pairs est le processus par lequel des élèves sont formés pour intervenir et faciliter de façon non violente la résolution des conflits dont ils sont témoins et qui opposent des camarades.

Le groupe éducation du collectif a été en contact avec des établissements scolaires à Echirolles, Fontaine et Meylan où enseignants, agents administratifs et élèves ont suivi une formation commune autour de la médiation. A Fontaine, collégiens et lycéens volontaires sont les « sentinelles » qui apprennent à repérer les élèves en souffrance, à intervenir ou à déléguer aux adultes le traitement des cas les plus délicats de harcèlement. Ailleurs, selon les formations, la médiation suit des protocoles un peu différents mais toujours, elle permet d'agir en amont et le plus tôt possible avant l'aggravation d'une situation.

Dans tous les cas, les bénéfices sont évidents: les élèves apprennent à refuser l'indifférence, à enrichir leur vocabulaire pour remplacer les coups par les mots, à poser les bonnes questions, à entendre le point de vue de l'autre, à écouter les émotions et les besoins, à les reformuler et afin d'aider à trouver une solution qui convient à ceux qui sont en conflit. Les médiateurs se sentent investis de responsabilités: rompre l'isolement de leurs pairs harcelés et contribuer à l'amélioration de l'ambiance dans l'établissement où ils sont. Enfin, les relations entre les jeunes et les adultes sont transformées. Nous l'avons constaté au cours de nos visites dans ces établissements. Cela est confirmé dans les structures de l'agglomération grenobloise où la médiation a été mise en place.



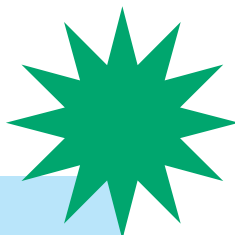
Mettre son talent au service de la société : nous l'avons vu à Grenoble quand un groupe de jeunes danois est venu le 2 octobre 2015 partager leur expérience en tant que membre d'un conseil de jeunes.

Mettre son talent au service de la société, ça s'apprend au conseil des jeunes au Danemark

A Ishoj, une commune « chaude » de la banlieue de Copenhague, un groupe de jeunes a été à l'initiative de la création d'un conseil des jeunes dont Erkan Yapici est le (ancien) responsable. La participation politique ne marche qu'à condition que ces jeunes soient réellement pris en compte par le conseil municipal. Le résultat attendu est que ces jeunes soient prêts à prendre des responsabilités politiques et associatives.

Histoire : le conseil des jeunes, une réponse au fascisme

Le Conseil des Jeunes Danois est une organisation créée durant la seconde guerre mondiale afin d'éviter que les jeunes soient attirés par des idées totalitaires. Apprendre la démocratie et y participer dès le jeune âge étaient vus comme réponses adaptées à la menace du fascisme.



Témoignage de Délia

du conseil de jeunes à Ishoj

« Personnellement je pense que la politique locale est passionnante. J'adore me réveiller le matin, lire le journal et échanger sur la politique avec les gens que je rencontre. Je me sens chanceuse de vivre dans une partie du monde où il est possible d'avoir un avis personnel, de le dire à voix haute et surtout d'affirmer son désaccord. J'aime bien cette idée de convaincre quelqu'un par la discussion. C'est pourquoi j'aime écouter les avis des autres. Le désaccord n'est pas un problème et changer d'avis fait partie de cette écoute. Ainsi, en participant aux débats je ne peux que sortir plus sage. Le plus satisfaisant est que moi, Délia, 14 ans, j'ai réellement quelque chose à dire sur ce qui se passe autour de moi. »

La démocratie locale permet de faire une différence

Au Danemark, beaucoup de décisions sont prises au niveau local. Des personnes comme Délia, 14 ans (témoignage ci-contre), sentent qu'elles peuvent faire une différence. Par exemple, le conseil municipal, après un débat, a décidé de supprimer le mot « intégration » des documents officiels danois et le remplacer par « citoyenneté ». Intégration signifie que l'un doit s'adapter à l'autre tandis que citoyenneté affirme que chacun a sa place.

L'énigme des drapeaux danois

Ils ont tous des origines étrangères mais quand notre collectif les avait rencontrés lors d'un voyage à Copenhague (voir n°1 de Marchons), chacun brandissait le drapeau danois. La question s'est imposée : qu'est-ce qui leur permettait de s'afficher en tant que danois tandis que « être français » s'avère compliqué pour beaucoup de français ? La réponse est dans la place que fait la politique à la participation des jeunes et des personnes venues d'ailleurs.



Giulia, Agir pour la Paix

Délia, conseil des jeunes

04

COMPRENDRE LES VIOLENCES

Où prennent racine les violences ? L'année dernière ce magazine traitait l'injustice du chômage, du système d'éducation et du mépris, comme autant de sources de violences. Cette année, l'attention est tournée vers le trafic de drogues pour trouver des solutions à long terme qui mettront fin à l'insécurité dans les quartiers et au harcèlement scolaire.

Après la fusillade à Teisseire en avril cette année dans le cadre d'un règlement de compte lié au trafic de drogues, le maire de Grenoble, Eric Piolle, relance le débat sur la légalisation du cannabis (Dauphiné Libéré, 27 avril 2016). L'objectif de la légalisation est d'assurer aux usagers l'accès à une pratique sûre et de briser le trafic. Le cannabis est la drogue la plus consommée en France : elle représente environ 80 % des drogues utilisées et concernerait environ 4 millions de consommateurs âgés de 12 à 75 ans.

La légalisation du cannabis, une solution pour la France ?

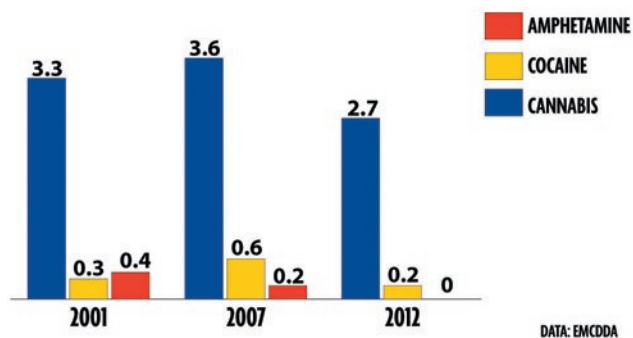
La dépénalisation en Europe

Certains pays ont décidé de dépénaliser la consommation de la drogue. La carte ci-dessous donne à voir les différentes réglementations en Europe. La dépénalisation veut dire ne plus sanctionner une infraction. La décriminalisation signifie qu'un acte ne relève plus d'une infraction pénale mais peut donner lieu à des interventions de l'Etat. Enfin, la légalisation consiste à rendre légale une chose qui ne l'était pas jusque-là.

Le Portugal est l'un des pays les plus progressistes en la matière, avec une dépénalisation qui date de 2001 pour la consommation personnelle de plusieurs drogues, mais qui reste sévère pour les dealers et trafiquants. L'usage et la consommation de la drogue se développent à la fin de la révolution des œillets en 1974 avec le retour des portugais des colonies qui introduisent l'usage de la drogue dans le pays. Depuis 2001, des résultats ont pu être observés. Une augmentation de consommation a été constatée dès que la loi a été promulguée, mais quelques années après, celle-ci a régressé.

90 % des infractions liées aux drogues concernent le cannabis. Le mouvement de dépénalisation a été lancé en France dès 1976 avec un manifeste qui appelle à la légalisation de la drogue, car on peut constater aujourd'hui que la répression n'a pas eu d'effet sur la consommation et la production. En 2014, 58 406 condamnations ont été prononcées pour des infractions liées aux drogues soit 10 % des affaires jugées cette année, et 90 % des infractions liées aux drogues étaient dues au cannabis.

BAISSE A LONG TERME DE LA CONSOMMATION DE DROGUES, APRES LEUR DECRIMINALISATION. CAS DU PORTUGAL
% DE LA POPULATION (16-25) QUI A UTILISÉ DES DROGUES DURANT L'ANNÉE PRÉCÉDENTE



Sources
Alternatives Economiques, "Dépénalisation, décriminalisation ou légalisation?" Hors-série n° 008 - décembre 2010
The Mirror, «Map: This is where you can legally buy marijuana», 25 février 2015

Une brève histoire du cannabis en France

Le cannabis est découvert et popularisé en France après la campagne de Napoléon Bonaparte en Egypte. Il interdira l'utilisation plus tard dans un décret en 1800. Cependant le cannabis avait attiré l'intérêt des scientifiques et était expérimenté par les élites culturelles. La première loi prohibant son usage date de 1916.

Différentes pistes possibles en France 2256



L'usage du cannabis est durement réprimé par la justice française. Dépénaliser ou légaliser signifierait modifier tout un arsenal de lois.

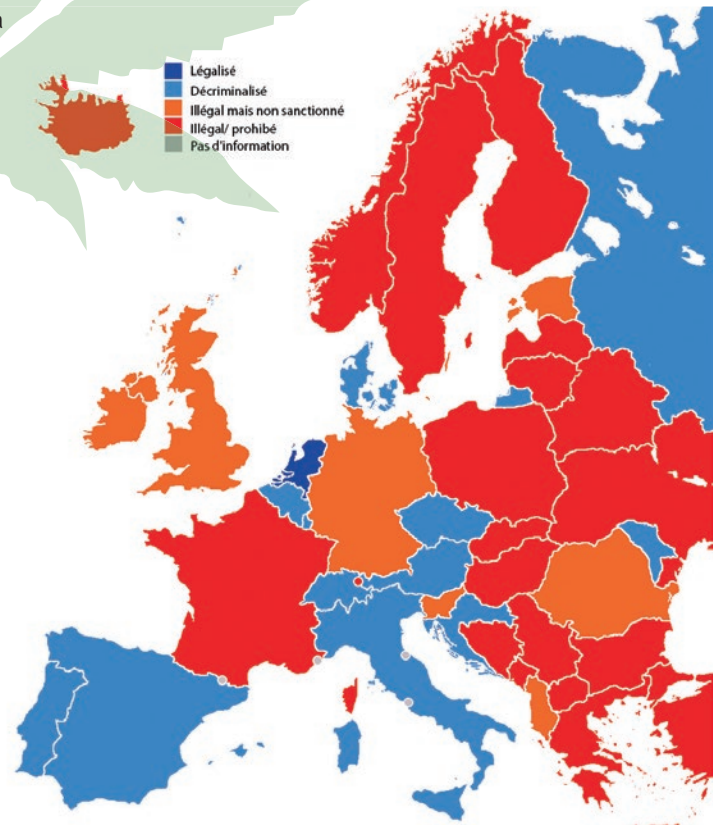
Terra Nova a mené une enquête en 2014 sur le sujet et propose 3 différents scénarios : la dépénalisation simple, la légalisation avec monopole de l'État et la légalisation concurrentielle. La dépénalisation simple : prendre le chemin de la dépénalisation reviendrait à suivre le chemin du Portugal, l'Espagne, l'Italie, la Belgique. La dépénalisation signifie que les consommateurs ne seraient plus poursuivis, mais que l'achat et l'offre sont toujours interdits. Selon Terra Nova, dépénaliser permettrait d'alléger les tribunaux et d'économiser environ 300 millions d'euros mais encouragerait la consommation et par conséquent la production. La légalisation avec monopole de l'État : la deuxième option préconisée est de créer un monopole d'État sur la distribution. Les gains seraient plus importants et le contrôle de la marchandise également. Cependant, en étant un monopole étatique, cela n'empêchera pas les dealers de produire leurs propres marchandises et de les proposer à un prix moins cher. La légalisation concurrentielle : la troisième option est de créer une concurrence sur la distribution avec des acteurs contrôlés. Cela permettrait d'avoir un prix bas du cannabis et impliquerait une plus grande consommation et plus de taxes. Le problème est que l'État ne veut pas inciter à fumer mais à en sortir.

Légaliser, une baisse de consommation

Une des peurs principales de la légalisation du cannabis est que la consommation augmente pour atteindre des sommets. Cependant, comme le montrent les exemples portugais, néerlandais et américains, la consommation baisse après un temps. En effet, après la dépénalisation/légalisation, la consommation avait augmenté avant de rebaisser durablement.

Arrêter le tout répressif

Il est difficile pour la France de choisir mais il est nécessaire d'arrêter le tout répressif quand celui-ci ne produit pas d'effets. Il y a une réticence à légaliser du fait que le trafic est aussi une source de revenus importante. Légaliser signifierait précariser les populations vivant de cette activité et pourrait rencontrer des fortes résistances. Tous s'accordent cependant, à dire que la situation actuelle est difficilement tenable.



Marion Fraisse, victime de harcèlement scolaire

Nora Fraisse a fait de la lutte contre le harcèlement à l'école son combat. Ayant perdu sa fille âgée de 13 ans, suite au harcèlement qu'elle subissait, elle a créé une association dénommée Marion la main tendue, afin d'agir contre le harcèlement en milieu scolaire.

Marion Fraisse avait 13 ans quand elle est morte. Harcelée à l'école et sur les réseaux sociaux, la jeune fille n'avait aucun répit. Malgré une relation proche avec sa famille, celle-ci ne savait rien, n'avait rien vu. Rien ne peut décrire le choc, la colère et la tristesse de la famille. Face au déni de la part du collègue que Marion fréquentait, la famille a décidé d'essayer de comprendre et d'agir. Suite à la mort de sa fille, Nora Fraisse sillonne les routes de France pour discuter avec des élèves de ce qu'est le harcèlement et comment s'en protéger. Nora Fraisse est intervenue dans la région de Brest le 19 mai 2016, invitée par l'association Rico Lamour. Les parents de Rico Lamour et Nora ont en commun la perte d'un enfant suite à différentes formes de violence. Des membres du collectif Marche Blanche et de l'association One Luck Pouvin l'ont rencontrée à Brest quand elle intervenait auprès des élèves.

La Respect Zone

En France, la première campagne contre le harcèlement scolaire date de 2011, tandis qu'au Royaume-Uni et dans les pays scandinaves, elle date des années 80. Des initiatives ont été lancées par des établissements qui avaient envie de faire changer des choses. Parmi elles, la Respect Zone. Adoptée par le lycée Saint-Pol-Roux à Brest, la Respect Zone est un label positif pour afficher le respect et contrer le harcèlement et la cyber violence. Aujourd'hui le label Respect Zone s'est répandu : communes, entreprises et autres établissements scolaires sont de plus en plus nombreux à afficher le label.



Pour aller plus loin

À lire

« **Stop au harcèlement** », le guide pour combattre les violences à l'école et sur les réseaux sociaux. Guide pratique pour tous afin de comprendre, d'aider et de sensibiliser le plus grand nombre au harcèlement. A lire en famille et à l'école.

« **Marion, 13 ans pour toujours** », le livre témoignage de Nora Fraisse sur sa fille Marion et son combat pour connaître la vérité, pour comprendre les raisons de ce harcèlement.

Le harcèlement à l'école, chercher à dominer

A Brest, Nora Fraise explique que 10 % des élèves seraient harcelés à l'école. Ceci peut être lié à un handicap (physique ou mental), un nom de famille, une apparence physique (couleur de cheveux, poids), un changement d'établissement ou l'appartenance à une catégorie sociale.



Le cyber-harcèlement est le harcèlement via les nouvelles technologies telles que le téléphone portable, les réseaux sociaux etc. Nora Fraise avance qu'un élève sur quatre est cyber-harcelé. Même si la victime ne possède pas un compte sur les réseaux sociaux, elle peut subir ce type de harcèlement : des comptes peuvent être créés à son nom. Cette pratique est punie par la loi et est considérée comme une circonstance aggravante.

Le rôle des témoins dans le harcèlement

Les témoins se classent en 2 catégories : passifs et actifs. Les passifs n'agissent pas, font semblant d'ignorer ou regardent ce qui se passe, par peur des représailles. Les actifs aident le(s) harceleur(s), font le guet, tiennent la victime en place et aident les harceleurs. Les témoins sont plus nombreux que les harceleurs et ont le pouvoir de changer les choses mais ont peur de témoigner par crainte d'être considérés comme des « balances ».

Le ou les harceleurs ont le besoin de se sentir forts et sont à la recherche d'un public cible. Mais lorsqu'ils agissent, ils se cachent du regard des adultes. Dans bien des cas, les harceleurs sont d'anciens élèves harcelés qui décident de ne plus être victimes. Une minorité cependant manque d'empathie et n'a pas de remords.

Repérer les victimes

Dans bien des cas, ces signes peuvent alerter l'entourage d'une victime du harcèlement : chute libre des notes, comportement changeant, réticence à aller en cours et plaintes d'avoir mal, retards systématiques et absences (25 % des absences sont dues à la peur du harcèlement). 22 % des victimes n'en parlent pas par honte, par culpabilité. L'entourage dit souvent aux victimes que ça va passer, qu'il faut être fort mais, très souvent, ça ne s'arrête pas.

Qui contacter en cas de harcèlement à l'école ?

Un adulte responsable :
surveillant, professeur, CPE ou proviseur.
Le 3020, un numéro gratuit ouvert du lundi au vendredi de 9h à 18h sauf jours fériés.
Le site netecoute.fr avec la possibilité de chatter en live et skype avec des conseillers.
Le 119 numéro de l'enfance en danger.
Contactez l'association e-Enfance pour conseils et aide juridique.
Contactez par facebook l'association Marion la main tendue.

05

AGIR POUR LA PAIX

Agir pour la paix veut dire travailler ensemble, respecter la différence, aller à la rencontre de l'inconnu. Pour apprendre à connaître l'autre, nous devons surmonter nos peurs et déconstruire nos préjugés. C'est déjà lutter contre la violence. C'est un travail de tous les jours auquel chacun d'entre nous peut contribuer à son échelle.

Vivre c'est quoi ?

Un livre de Pierre Raynaud

Pierre Raynaud, un des piliers de la marche blanche est décédé en 2016. Il a consacré les dernières années de sa vie à écrire un livre dans lequel il revisite son parcours. Sa passion pour l'écriture est ancienne comme en témoigne son passé de rédacteur de tracts, de manifestes et d'articles de journaux.

Mireille Flageul nous fait découvrir le message que Pierre a voulu nous transmettre dans son livre : il a choisi de ne pas faire une autobiographie chronologique. Il part d'une liste de vingt et une valeurs universelles dont la vie, la mort, l'amour, la paix, la liberté et la justice. Chaque valeur est un chapitre qu'il illustre de ses réflexions issues de la confrontation à des événements, des expériences vécues de son histoire.

« Vivre, c'est quoi pour Pierre? »

Qui ne s'est pas posé un jour cette question ? C'est quoi ma vie ? Qui je suis ? Le pourquoi de mon existence ? Pour Pierre, « c'est être fidèle à soi-même « mais en profondeur par rapport à mon être, sans hypocrisie, mais avec ardeur ». C'est « le don de moi même pour les autres, le désir d'une société de frères, une volonté de justice pour tous, la proximité avec les esquinés de la vie, un idéal pour que l'on vive l'Evangile. C'est ça ma fidélité ». (p.175)

Au nom de cette fidélité, Pierre a assumé tous ses choix, ses combats et ses ruptures. Pierre est un homme révolté. J'ai aimé ses coups de gueule dans son écriture, contre les systèmes fermés, contre les institutions organisées telles que l'Eglise, le syndicat et les associations quand elles deviennent totalitaires. Pour autant, il n'a jamais accusé et il a toujours voulu comprendre. A l'insu de Pierre nous avons voulu poser cette question « Vivre c'est quoi » à deux autres personnes dans notre entourage qui constituent des exemples de personnes qui mettent en pratique la paix au quotidien : Tassadit Lalleem et la femme de Pierre, Françoise, une autre fondatrice du collectif.



À lire



Vivre c'est quoi, Parcours et réflexions d'un homme du temps présent, Pierre Raynaud, préface de Mohamed Tadbirt, paru chez l'Harmattan, 2016

Et la mort ?

Un passage du chapitre sur la mort : « Quand à la mort de l'autre, c'est difficile à vivre, à accepter, à continuer le chemin. Faire le deuil est un long apprentissage. Mais ce n'est jamais oublier ! Une part de nous est partie ailleurs, nous faisons alors un bout de chemin vers notre propre mort. C'est même ce deuil qui nous éclaire sur le sens de la vie. Nous sommes invités, par fidélité au défunt, à continuer à vivre, avec la présence absence de l'autre » (p. 30)

Vivre c'est aimer

paroles de Tassadit Lalleem
écrites par Claske Dijkema

Tassadit est peut-être la personne la plus généreuse que je connais. Malgré toutes les difficultés qui ne cessent de croiser son chemin, elle a choisi de vivre dans l'amour. « L'amour ce n'est pas quelque chose que tu dis, mais c'est quelque chose que tu vis ».

Elle travaille en tant que femme de ménage. Le français n'est la langue maternelle d'aucune de nous deux, si bien qu'au début je ne la comprenais pas toujours, mais chaque fois qu'on se parlait, j'étais touchée par l'attention qu'elle me prêtait. J'ai vu l'amour dans son regard lorsque ma fille est née tandis que, pour l'instant, elle ne peut pas en avoir. Un jour on parle de ce que la paix veut dire pour elle.

« Etre en paix veut dire ne pas avoir peur »

Elle a peur d'être embêtée dans la rue avec son voile, ce qui lui arrive régulièrement. Elle s'est fait cracher dessus et à plusieurs reprises elle a été priée de rentrer chez elle. Cependant, de toutes les peurs, la crainte de se trouver un jour sans abri est la plus présente.

« Je ne me suis jamais sentie chez moi »

Tassadit et ses parents se sont trouvés sans logement quand elle est arrivée d'Algérie. Logée ensuite par l'association Saint Paul, elle avait un toit et elle travaillait, mais elle vit depuis 10 ans sans existence légale.

Qu'est-ce que ça fait de vivre dans l'illégalité ?
« Ce qui m'a donné la patience et la force de vivre sans papiers, c'est que j'étais déjà une étrangère chez moi. Je ne peux pas retourner dans mon pays, il n'y a pas de maison ouverte pour moi là-bas. Il y a aussi du racisme. Née d'un père kabyle et d'une mère arabe, je suis rejetée dans les deux familles car je ne suis pas entièrement comme eux. »

je suis



noir
blanc
jaune

Trouver une place dans le cœur des gens

« Quand j'ai grandi, je me suis dit que ça n'a pas d'importance où tu habites. Le plus important, c'est que tu trouves une place dans le cœur des gens. C'est pour ça que je me bats. Chacun de nous met dans sa tête un projet dans sa vie. Moi, à l'âge de 17 ans j'ai dû arrêter mes études. Je savais que je n'avais plus d'avenir. Alors il fallait que soit je l'accepte, soit je ne l'accepte pas. Dans le dernier cas, je serais perdue comme beaucoup de gens qui n'ont pas compris leur situation. Je me suis dit: il faut que je vive pour des trucs que j'aime, pour aimer, pour prier, pour donner et pour pardonner. Ces quatre choses, j'essaie de les pratiquer depuis ce jour-là. Depuis, je suis devenue plus forte. »

Il ne vient pas comme ça l'amour

« L'amour ne se sent pas que dans ton cœur, c'est dans le monde devant toi, dans tes actions. Il dépasse largement la parole. Il y a des gens qui disent « j'aime mon Dieu » mais si les gens crèvent devant lui, ils ne bougeront pas ». Vous appelez ça l'amour de Dieu ? Ce n'est pas de l'amour. L'amour se montre par donner, prier et se sacrifier. »



On ne naît pas libre, la liberté et la justice se conquièrent

Paroles de Françoise Raynaud (Claske Dijkema)

Françoise Raynaud est un pilier du collectif Marche Blanche et l'épouse de Pierre, auteur du livre « Vivre c'est quoi ? » (p. 28). Comme pour Tassadit, la vie de Françoise est une lutte, au cœur de laquelle elle met la justice et la liberté. Au contraire de Tassadit, Françoise a eu accès aux études qui ont été fondatrices pour la suite de sa vie professionnelle et militante.

Quand Françoise parle de sa vie, le mot liberté revient régulièrement. La liberté qu'elle avait comme enfant dans les rues du 20e arrondissement de Paris, la liberté de choix que ses parents lui ont laissée pour faire ses études, la liberté de travailler, la liberté d'acquiescer en tant que femme et enfin la liberté d'esprit, « de ne pas se faire engluier par tout ce qui est bien vu dans notre société ». Cependant, quand elle parle de la liberté, la question de la justice n'est jamais bien loin : « Liberté-fraternité-égalité, s'il n'y a pas de justice, il manque le plus important ».

Vivre chaque jour un brin d'utopie

Françoise était étudiante en Mai 68 à Paris Elle y est marquée par les idées, les combats de l'époque, le refus du système et de la hiérarchie. Depuis, l'espoir représenté par le socialisme et le communisme, a été battu en brèche par la répression en URSS et par l'ultra libéralisme galopant. Elle a perdu ses certitudes mais pas sa révolte et son envie d'agir car « notre société est comme un rouleau compresseur : il y a plus d'égoïsme, une injustice terrible qui augmente la pauvreté et un fossé entre les habitants et ceux qui nous représentent ». Pourtant, à l'âge de 67 ans, Françoise aperçoit toujours des signes d'espoir dans la société, comme par exemple la fête de son quartier à Echirolles et tant de solidarités vécues au quotidien. Elles lui donnent raison de croire avec d'autres qu'un autre monde est possible.

En tant qu'assistante sociale et syndicaliste en Seine St Denis et puis dans l'Isère, elle a toujours œuvré pour l'ouverture d'espaces où les personnes peuvent parler des problèmes et s'organiser ensemble. Un des plus beaux souvenirs de son combat syndicaliste mené avec des copines exploitées à Voiron, était leur découverte qu'elles pouvaient agir ensemble et gagner !



Il y a des choses qu'on ne choisit pas

Les problèmes de santé qu'elle a rencontrés et le décès de son mari Pierre lui ont donné un autre regard sur la vie. La vie a plus de valeur, d'intensité. Elle a appris à être moins dans le faire et plus dans l'être en vivant la contemplation, la sérénité de l'instant présent. « Chaque jour je réalise plus l'absence de Pierre et c'est bien difficile à vivre, même si je crois qu'il est présent d'une autre façon ». Donc, vivre c'est quoi ? « C'est une sacrée aventure avec des joies et des difficultés et c'est essayer de rester fidèle à soi-même et à ses valeurs, dans les questionnements et avec les autres ».

À lire

Dire Nous - Edwy Plenel

Dans son nouveau livre, Edwy Plenel plaide pour la nécessité de Dire Nous face à la montée de l'extrême-droite et au délitement du lien social, du lien entre Français de diverses origines. Dire Nous dans un contexte de méfiance et de peur instauré par des politiques faisant le jeu des terroristes. Dire Nous afin d'insuffler et exiger un nouveau souffle démocratique. Dire Nous pour vivre dans une France apaisée et unie.



Deal de Paix.

Les stéréotypes sont sources de violence

Deal de Paix, un événement rassemblant environ 250 personnes montre que la paix est aussi une affaire des jeunes. Les 6 jeunes à l'initiative de la journée, tous étudiants de l'IUT 2 de Grenoble (Techniques de Commercialisation) sont bien placés pour le savoir. La famille de l'un d'entre eux a été personnellement affectée par la perte d'un de ses membres. Agir pour ne pas en rester là, pour changer son deuil et sa colère en force créatrice, demande du courage et de la détermination, certes, mais demande aussi une vision. De longues discussions et réflexions ont amené vers cette journée qui a eu lieu le 16 avril 2016 à Échirolles sur la question « c'est quoi la paix ? ». Comment peut-on la vivre au quotidien et quels sont les défis à affronter ? Cette journée pour la paix, appelée Deal de Paix, était partie de l'idée que si on peut rassembler des personnes d'origines différentes, si elles peuvent se connaître et ainsi lever les stéréotypes dans notre société, c'est déjà un premier pas vers la paix.

La parole aux organisateurs

Pourquoi avoir choisi le nom « Deal de Paix » ?

« Le mot deal parle aux jeunes et paix parce qu'on voulait traiter de la paix. On avait aussi eu comme idée "Carton rouge à la violence". L'idéal était de réunir jeunesse et paix en même temps. On voulait principalement viser les gens de notre âge car c'est l'avenir. »

Lors de cette journée vous vouliez briser les stéréotypes mais lesquels aviez-vous en tête ?

« On voulait faire en sorte que les personnes aillent au-delà de l'image, du premier regard que l'on peut avoir de quelqu'un : par exemple les jeunes des policiers et les policiers des jeunes, les adultes des jeunes et l'inverse. Travailler sur les stéréotypes permet de réfléchir sur notre société. Cela ne concerne pas que des personnes mais aussi des villes. Avec cet événement, on a aussi voulu donner une image positive d'Échirolles, là où l'un d'entre nous habite. »

« On le voyait au départ comme un simple projet noté pour au final le voir comme un projet de vie. »

Comment le projet s'est-il mis en place ?

« Le mot deal parle aux jeunes et paix parce qu'on voulait traiter de la paix. On avait aussi eu comme idée "Carton rouge à la violence". L'idéal était de réunir jeunesse et paix en même temps. On voulait principalement viser les gens de notre âge car c'est l'avenir. »

Lors de cette journée vous vouliez briser les stéréotypes mais lesquels aviez-vous en tête ?

« Le projet était à l'origine un devoir noté. Répartis en groupe, nous devions aider une entreprise ou une association. Nous avons choisi le collectif Agir Pour La Paix, parce que l'un de nous y était déjà impliqué. Il est créé par des amis et la famille de Kevin et Sofiane, après leur mort. Le collectif et son histoire nous ont intéressés et on a décidé de se lancer. Par ailleurs, lorsqu'il y a eu les attentats, nous étions en plein dans la phase de préparation du projet. Cela nous a confortés dans l'idée qu'il fallait battre les stéréotypes. On est resté lucide et on a essayé de prévoir ce qui allait se passer. »

« Les stéréotypes sont une des sources de violence et empêchent de créer des liens. Et créer des liens, ça apporte de la paix. »



Deal de Paix en débat

Une partie de la journée a été consacrée au débat. Avec trois questions : Faut-il rétablir la peine de mort ? Est-ce que la légalisation du cannabis peut faire réduire la délinquance ? Faut-il ouvrir les frontières (du monde) ?

Faut-il rétablir la peine de mort ?

POUR :

Les personnes étant pour arguaient qu'il fallait l'appliquer à un certain nombre de cas (pédophiles, meurtriers et terroristes) une fois vérifiés et que cela permettrait de réduire également la surpopulation pénitentiaire et dissuader des personnes de commettre des crimes.

CONTRE :

La majorité était contre, rappelant que les erreurs judiciaires existaient et que des innocents pouvaient être victimes, que l'Homme ne pouvait juger son prochain avant de rappeler que la France avait pris un engagement constitutionnel et que revenir en arrière ne serait pas judicieux sur le plan intellectuel.

Faut-il ouvrir les frontières dans le monde ?

POUR :

Une très large majorité était pour. En effet, les notions d'entraide et de fraternité ont été mises en avant ainsi que la notion d'humanité. Pourquoi empêcherait-on une personne de trouver un meilleur avenir dans un pays où les conditions sont meilleures ?

CONTRE :

La question de la faisabilité a été posée. Certains considéraient qu'il faut d'abord agir au niveau local, là où des gens sont aussi victimes de frontières (notamment sociales) avant d'aider des inconnus tout en interrogeant la volonté des politiques.

Est-ce que la légalisation du cannabis peut faire réduire la délinquance ?

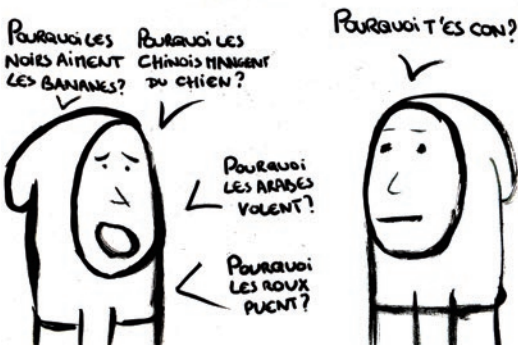
Les opinions étaient très partagées sur cette question.

POUR :

Ceux qui étaient pour la légalisation de cette drogue – des personnes de plus de 20 ans – ont cité des arguments d'ordre économique : légaliser comme certains Etats américains ou les Pays-Bas ont fait, pourrait apporter de l'argent à l'État et à la Sécurité Sociale. Cet argent servirait à établir un service d'aide pour ceux qui désirent arrêter (comme pour le tabac). Avec la légalisation, les personnes consommatrices pourraient être suivies médicalement. La répression de la consommation ne marchant pas, essayer de créer un autre cadre juridique, moins répressif, pourrait être une alternative à la solution actuelle.

CONTRE :

Ceux qui étaient contre la légalisation – majoritairement des jeunes de moins de 20 ans – arguaient que cela n'allait pas enrayer la consommation, que les personnes allaient tout de même chercher ailleurs de la drogue moins chère, non taxée et non surveillée. Il a été noté que la consommation de tabac malgré tous les freins qui sont créés n'a cessé d'augmenter. La vente de drogue, source de revenus économiques dans les quartiers "populaires", impacterait la vie des personnes dépendantes de ce filon économique et stigmatiserait les habitants et l'économie de ces quartiers encore plus.



La journée du 2 octobre est l'aboutissement d'un travail d'équipe entre 8 associations de l'agglomération de Grenoble. Les valeurs centrales qui relient ces initiatives pour lutter contre les violences sont la paix, le respect dans la différence et la tolérance.



Agir Pour La Paix • À l'initiative d'un groupe de jeunes, des ateliers hebdomadaires ont été mis en place dans différentes communes.



École de la Paix • L'École de la paix travaille à la promotion d'une culture de la paix et du vivre ensemble, dans nos quartiers jusqu'aux territoires les plus lointains.



Marche Blanche • Association créée par les familles et habitants du quartier après le drame d'Echirolles en 2012 concernant Sofiane et Kévin.



Modus Operandi (Modop) • Modop défend l'idée qu'il faut faire de la place dans notre société pour traiter les questions qui font conflit, autrement que par une approche sécuritaire qui peut apporter provisoirement de l'ordre mais certainement pas la paix.



One Luck/Luc Pouvin • L'association One Luck/Luc Pouvin a pour objectif de créer un lieu d'écoute et d'échange au service des habitants des quartiers Renaudie, Champberton et la Plaine à SaintMartin-d'Hères et d'organiser des actions dans les collèges et lycées



Villeneuve Debout • Association créée suite aux événements violents de 2010 à la Villeneuve de Grenoble, Elle vise à susciter l'expression des habitants, être un acteur de la vie de quartier, de réfléchir, partager et améliorer ensemble, et de valoriser l'action des associations.



Avec l'appui de la **MJC Desnos** à Echirolles et de la **MJC les Roseaux** à Saint Martin d'Hères

Vous pouvez consulter tous les articles dans leur version actuelle ou plus longue, ainsi qu'un repère de ressources pour aller plus loin : www.irenees.net



Cet ouvrage n'aurait pas pu se réaliser sans le soutien précieux de plusieurs partenaires :

La Ville de Grenoble à travers son service communication qui a accompagné une nouvelle fois la réalisation de la présente revue. Un accompagnement professionnel, juste et avec toujours un brin d'humour.

La Ville d'Echirolles et la Ville de Saint Martin d'Hères qui ont permis que le « voyage à Brest » se réalise dans des conditions optimales.

Le SMTC (Syndicat Mixte des Transports en Commun) qui a renouvelé cette année l'opération « un tram pour la nonviolence ». Merci à son président et au responsable du service communication.

Les enseignants du Lycée Argouges de la section « arts appliqués » qui ont une nouvelle fois fait jaillir les talents de leurs élèves.

La Métropole, et la Ville d'Echirolles qui pour la seconde fois accompagnent cette journée pour la non-violence.



GRENOBLE-ALPES MÉTROPOLE AUVERGNE - Rhône-Alpes

